

Table des matières

1.- INTRODUCTION.....	5
2.- TABLEAU SYNTHETIQUE DES PRINCIPALES FORMES DE SOCIETES.....	7
3.- ASPECTS JURIDIQUES DE LA MISSION DE TRANSFORMATION.	17
3.1.- Rappel de la disposition légale générale du CSA applicable aux sociétés – Transformation nationale – Dispositions légales applicables au 1.1.2020.....	17
3.2.- Transformation nationale et dispositions du CSA.....	17
3.3.- Champ d'application rationae materiae.	25
3.4.- Champ d'application ratione personae.	26
3.5.- Conditions de fond et de forme.....	26
3.6.- Intervention du professionnel comptable et état comptable à présenter à l'assemblée générale	34
3.7.- Le rapport du commissaire et du professionnel comptable (réviseur ou expert- comptable externe certifié).....	36
3.8.- Le rapport justificatif de l'organe d'administration et sa responsabilité.	36
3.9.- Cas particulier et disposition légale propre à la société en nom collectif.....	37
3.10.- La convocation des associés à l'assemblée générale extraordinaire.	38
3.11.- Le rôle de l'assemblée générale.....	38
3.11.- Sanction en cas de non respect des dispositions légales.....	39
3.12.- En conclusion.....	40
4.- ASPECTS TECHNIQUES D'AUDIT DE LA MISSION DE TRANSFORMATION.....	41
4.1.- La norme IEC-IRE 2002 revue sous forme de guide technique OECCBB	41
<i>CHAPITRE 1 : INTRODUCTION.....</i>	<i>41</i>
1.1. Définitions.....	41
1.2. Champ d'application.	41

1.3.- Aspects comptables	42
1.4. Objet de la mission.....	44
1.5. Aspects déontologiques	46
CHAPITRE 2 : TRAVAUX DE VERIFICATION	48
2.1. Le professionnel exécute sa mission conformément à un programme de travail	48
CHAPITRE 3 : LE RAPPORT	54
CHAPITRE 4 : CONCLUSION DU RAPPORT	58
ANNEXE 1 –	60
1.1.- Exemple de conclusion sans réserve CONCLUSION	60
1.2.- Exemple de conclusion avec caractère explicatif lorsque la condition de capital n'est pas remplie	61
4.2.- Motivation de la note technique adaptée par l'OECCBB.	63
4.2.1.- Commentaires.	63
4.3.- déroulement de l'opération de contrôle à effectuer par le professionnel.....	64
4.3.1.- Schéma des opérations.	64
4.3.2.- Technique de contrôle utilisée : examen limité	65
4.3.3.- Procédés usuels de vérification dans le cadre d'un examen limité.	68
4.3.4. - Rapport du professionnel à la suite d'un examen limité.	70
4.3.5. Le risque de révision.....	82
4.3.6.- Rappel de la démarche synthétique du reviseur ou de l'expert-comptable externe certifié lorsque celui-ci effectue ses travaux de vérification.	96
4.3.7.- Check list – aide -mémoire à l'examen limité.	125
4.3.8. - Questionnaire de contrôle interne P.M.E.	131
5. QUELQUES MODELES.	139

5.1.- Modele de lettre de mission relative a une transformation de forme juridique redigee par le conseil d'administration au professionnel.	139
5.2.- modele de lettre d'affirmation (ou de representation) adressee par la direction ou le(s) administrateur(s) au reviseur – expert-comptable externe certifie.	141
5.3.- principes d'accompagnement pour la revue de qualite (expert-comptable externe certifie) – ou le contrôle FSMA (reviseur).....	143
LISTE DES CONROLES EFFECTUES PAR L'AUTORITE DE SURVEILLANCE.....	143
(FSMA pour les Reviseurs et Contrôle qualité pour les experts-comptables certifiés)	143
5.3.- Rapport justificatif du conseil d'administration / administrateur / du conseil de surveillance a emettre – modele.	147
5.4.- modèles notarié d'acte de transformation d'une SRL en SA (modèle 5.4.1) et d'une SA en SRL (Modele 5.4.2.).	149
5.4.1.- Modèle d'acte de transformation d'une SRL en SA	149
5.4.2.- Modèle d'acte de transformation d'une SA en SRL	151
5.5.- Rapport du professionnel : expert-comptable externe certifié ou reviseur d'entreprises.	156
5.6.- Conclusions a emettre – differentes types de conclusion.....	167
6.- ASPECTS FISCAUX DE LA TRANSFORMATION DE FORME JURIDIQUE	168
6.1.- Impôts directs (extraits du fisconet).....	168
7.- CAS PARTICULIERS : LA TRANSFORMATION D'UNE SOCIETE EN ASBL/AISBL. .	168
7.1.- textex legaux	168
7.2.- Analyse du cas evoque.....	170
7.2.1.- Etat comptable d'une SRL qui se transforme en ASBL (avant transformation et après transformation).	170

7.2.2.- Exemple de rapport de l'expert-comptable externe certifié sur l'état comptable d'une SRL qui se transforme en ASBL.....	172
8.- CAS PARTICULIERS : LA TRANSFORMATION D'UNE ASBL EN SCES AGREEE OU EN SC AGREEE COMME ES.....	180
8.1.- Textes legaux.....	180
9.- CAS PARTICULIERS : LA TRANSFORMATION DES ASSOCIATIONS EN GENERAL.....	182
9.1.- TEXTES LEGAUX.....	182
10.- DOCUMENTS UTILES.....	184
10.1.- Droit transitoire et F.A.Q. (Frequently Ask Questions) de l'I.R.E.....	184
Droit transitoire - Les modifications statutaires des sociétés existantes au 1.5.2019 (extraits des FAQ de l'IRE).....	184
10.2. - Extraits des rapports annuels de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises (avant le 1 ^{er} mai 2019 introduisant le CSA).....	193
10.4. - Nouveaux commentaires de l'IRE suite à la mise en vigueur du nouveau CSA (extraits de l'ouvrage rédigé par l'ICCI « Missions nouvelles et adaptées du réviseur d'entreprises dans le CSA » – décembre 2019).....	198
10.2. – Modèle du document d'identification de la mission – du client et acceptation.....	206
10.2.1.- DOSSIER PERMANENT.....	206
10.2.2.- BUDGET TEMPS.....	211
10.2.3.- LISTE DES CONTRÔLES EFFECTUÉS PAR L'AUTORITÉ DE SURVEILLANCE.....	213
(FSMA pour les Réviseurs et Contrôle qualité pour les experts-comptables certifiés).....	213



Gérard DELVAUX
Reviseur honoraire
Expert-comptable et fiscal IEC
Président de l'OECCBB S.R.



Micheline Claes
Expert-comptable
et fiscal IEC
Juriste et Administratrice
de l'OECCBB S.R.

Le nouveau Code des sociétés et des associations (CSA) regorge de nouveautés et donne aux experts-comptables certifiés et aux reviseurs des opportunités nouvelles de faire valoir leur expertise et leur excellence dans les conseils aux PME.

Leur savoir-faire se déguste sans aucune modération....

La mission légale de contrôle dévolue depuis 1985 aux experts-comptables désormais « certifiés » et aux reviseurs leur permettra d'assister les PME dans leur souhait de changer de forme juridique essentiellement pour les SRL et les SA, formes les plus courantes abordées ici.

Le législateur a étendu les missions des experts certifiés et des reviseurs en étendant leur mission de contrôle aux ASBL ...

Dans le nouveau CSA, la mission qui est qualifiée techniquement d'examen limité connaît d'importantes modifications notamment de par le fait que les SRL sont désormais des sociétés « dites sans capital » avec les calculs différenciés à faire pour élaborer le rapport de contrôle.

C'est donc avec engouement que les professionnels pourront trouver dans le présent livret les outils pratiques d'exécution de cette mission.

L'ouvrage présente d'une part les aspects juridiques de la mission spéciale de contrôle et d'autre part les aspects techniques et pratiques de contrôle.

L'ouvrage présente également des exemples pratiques de documents comme la lettre de mission, le rapport justificatif du CA, le rapport de contrôle, les check-listes de contrôle en matière de blanchiment, de contrôle qualité et d'examen limité.

L'ouvrage est complété par une mise à jour de la norme professionnelle d'exécution professionnelle en attendant une note technique commune aux deux instituts professionnels.